

États généraux de la presse indépendante (EGPI)

# 59 propositions pour libérer l'information

Le SNJ a pris une part active aux EGPI. Lancés à l'initiative du Fonds pour la presse libre (FPL) début octobre, ils ont abouti à un riche cahier de doléances en moins de deux mois.

Le contraste était saisissant. D'un côté une salle parisienne de 700 places remplie, le 30 novembre, par les États généraux de la presse indépendante (EGPI). De l'autre, la veille, moins d'une centaine de personnes à Auxerre pour la première agora des États généraux de l'information (EGI) voulus par le pouvoir présidentiel.

Dans le premier cas, une initiative totalement bénévole lancée par le Fonds pour la presse libre (FPL) qui a réuni une centaine de médias indépendants, associations, syndicats et collectifs afin de permettre à quatre groupes de travail d'accoucher — en moins de deux mois — de 59 propositions charpentées. Les lignes directrices: lutte contre la concentration dans les médias et pour les droits des rédactions, renforcement du droit à l'information et lutte contre la précarisation des journalistes, réforme des aides publiques à la presse.

Dans le second cas, une structure avec des moyens, du personnel, et cinq groupes de travail qui ont mis deux mois... à rentrer dans le concret.

Pleinement investi, le SNJ s'est senti à l'aise dans l'ensemble des groupes de travail aux EGPI. Car, avec nos différences et nos approches complémentaires, nous parlions néanmoins le même langage: celui



Une centaine de médias indépendants, associations, syndicats et collectifs ont participé au lancement des États généraux de la presse indépendante à Paris. Photo SNJ

d'une presse et de journalistes libres et indépendant(e)s à même d'apporter une information de qualité aux citoyens. Et des moyens d'y parvenir.

## Faire vivre ces propositions

Même si nous avons émis des réserves sur certaines propositions, on retrouve dans le fruit de ce travail collectif les fondamentaux du SNJ: indépendance juridique de l'équipe rédactionnelle, conditionnalité des aides à la presse, refonte de la loi de 1986 sur les concentrations dans les médias, outils pour lutter contre la précarité, protection renforcée du secret des sources, lutte contre les

procédures baillons et pour l'accès à l'information...

L'expertise d'autres organisations nous ouvre des champs d'action. Notamment sur la transparence des financements et de la gouvernance des entreprises de presse (publication des noms et liens d'intérêts des actionnaires directs et indirects, des pactes d'actionnaires, des comptes, du détail des aides à la presse, des accords financiers avec les Gafam...). Ou sur des immunités concernant les journalistes afin qu'ils ne se retrouvent pas devant les tribunaux de commerce, censurés par des poursuites en référé ou au pénal pour violation du secret-défense. Sans oublier d'autres propositions alimentant la réflexion en matière d'aides à la presse.

En quelques semaines, à la suite d'une initiative louable mais dont le succès était loin d'être assuré, les États généraux de la presse indépendante ont mis un pied dans la porte en faisant montre de sérieux et de crédibilité. Des rendez-vous sont déjà programmés au ministère de la Culture, à l'Assemblée nationale et avec les États généraux de l'information. Il s'agit désormais de faire vivre ces propositions tant en régions qu'auprès du pouvoir exécutif et des parlementaires afin qu'arrive (vite) le temps de l'action. Dans tous les cas, le SNJ en sera.

**Alexandre BUISINE**

<https://fondspresselibre.org/59-propositions-pour-liberer-linfo-la-mobilisation-doit-simplifier>

### Strasbourg prolonge l'effort

La première déclinaison en région des États généraux de la presse indépendante s'est tenue à Strasbourg le 15 décembre devant une centaine de personnes. Au programme: principales propositions des EGPI, échanges autour du modèle économique (inadapté) des médias, du rôle de la presse indépendante notamment pour faire contrepoids localement aux titres du groupe Ebra et afin « d'empêcher que des actes soient enterrés », constat unanime « qu'il n'y a pas de crise de la demande,

mais crise de l'offre »... Sans oublier, sur le terrain, les fortes pressions des élus de tous bords ou des représentants de l'État pour interdire l'accès aux conférences de presse, aux communiqués, ou pour lancer des procès baillons. Des pistes de financement, comme l'éducation aux médias ou le journalisme en résidence ont été évoquées. Car, en Alsace comme ailleurs, la précarité de la profession constitue une menace pour toutes les formes de presse.